

TERRITOIRES DES ÉNERGIES ET AU-DELÀ!



ACCEPTABILITÉ
USAGES
COMPÉTENCES

Des leviers pour accélérer
la transition énergétique

HAUTS-DE-FRANCE

UNE DÉMARCHE DE RÉFLEXION COLLECTIVE INITIÉE PAR TotalEnergies

SOMMAIRE

- 3 Éditorial : Accélérer ensemble la transition énergétique
- 4 La démarche : penser et agir collectivement en Hauts-de-France
- 5 Transition énergétique : la France face à un défi historique
- 6 Les enjeux en Hauts-de-France : vers une transition gagnante pour toutes et tous
- 8 Plaidoyer : Une région leader et exemplaire, par Frédéric Motte, Conseiller régional Hauts-de-France et Président de la mission Rev3
- 10 Acceptabilité et accessibilité
Les enjeux d'une mobilité verte comprise et soutenue par tous
14 Grand témoin : Frédéric Marchand, Sénateur du Nord
16 Grand témoin : Thierry Dereux, Président France Nature Environnement Hauts-de-France
- 18 Choix et usages énergétiques
Les industriels des Hauts-de-France en première ligne pour atteindre les objectifs de décarbonation
22 Étude de cas : Gigafactory ACC : un acteur majeur européen de la mobilité électrique
24 Grand témoin : Didier Cousin, Vice-président de la CCIR Hauts-de-France en charge de Rev3, Directeur Territorial GRDF Hauts-de-France
- 26 Compétences
Une transition juste pour tous
30 Étude de cas : École de production de Grande-Synthe
32 Grand témoin : Virginie Lasserre, Préfète pour l'égalité des chances
- 34 Participants et grands témoins



ÉDITORIAL

ACCÉLÉRER ENSEMBLE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'énergie au cœur des défis

L'énergie est au cœur de l'activité humaine, que ce soit pour se nourrir, se chauffer, s'éclairer ou se déplacer. Fournir de l'énergie, c'est contribuer au développement économique et social et au bien-être des citoyens.

Aujourd'hui l'énergie est confrontée à des défis sans précédent liés au changement climatique, à la souveraineté énergétique, et à son accessibilité.

La France prévoit de relever son ambition de réduction de gaz à effet de serre (GES) de 40 à 55% d'ici 2030 par rapport au niveau de 1990. Ce qui implique une évolution de son "mix énergétique", visant à porter à plus de 33% la part des énergies renouvelables dans sa consommation énergétique finale brute. Première étape avant de parvenir à la neutralité carbone à horizon 2050.

TotalEnergies s'est également fixée comme ambition d'atteindre la neutralité carbone à horizon 2050, ensemble avec la société. Et la décennie actuelle est celle de la transformation de TotalEnergies en une véritable compagnie multi-énergies.

Les territoires, acteurs-clé de cette transformation

Les enjeux en région sont nombreux : acceptabilité des projets de production d'électricité renouvelable, développement d'une mobilité durable, décarbonation de l'industrie, choix du bon mix énergétique, adaptation des compétences aux nouveaux métiers, etc.

Seule la mobilisation de tous les acteurs de la société, à savoir les élus, la société civile, les syndicats, les décideurs des sphères publiques, économiques, académiques ou encore associatives, permettra de répondre à ces enjeux.

Participer à la réflexion sur les défis de l'énergie en région

Fort de ce constat, nous avons initié dans chaque région partout en France un cercle de réflexion sur l'énergie et ses problématiques : *Territoires : des énergies et au-delà !*

Il offre l'opportunité à chacun de participer à une démarche collective visant à relever les défis majeurs de l'énergie autour de 3 thématiques principales : la transition acceptable, la diversité des choix énergétiques et les besoins de nouvelles compétences des métiers de la transition.

Ce document témoigne d'une année d'échanges entre les acteurs du territoire. Il n'assène pas de conclusions définitives, il ne décrète pas de solutions miracles, mais il pave le chemin de la transition et construit une dynamique collective qui doit s'inscrire dans la durée.

Nous remercions les quelques 500 participants et contributeurs qui se sont mobilisés en régions et tenions à saluer la qualité du dialogue tout au long de nos rencontres.

Restons ensemble engagés pour la transformation de nos territoires !



Isabelle Patrier
Directrice France
de TotalEnergies



Xavier Bourat,
Directeur Régional
Hauts-de-France
de TotalEnergies

LA DÉMARCHE

UNE DÉMARCHE COLLECTIVE EN HAUTS-DE-FRANCE

Initié en février 2022 par TotalEnergies, le cercle de réflexion *Territoires : des énergies et au-delà !* témoigne de l'ADN de la compagnie : celui de dialoguer et de construire, avec les parties prenantes, pour répondre aux grands enjeux de l'énergie et de la transition énergétique.

Menée en proximité dans l'ensemble des régions françaises, elle a déjà permis d'organiser 53 réunions collectives et d'engager 500 personnalités locales issues d'horizons divers.

TotalEnergies tient à remercier tous les participants pour le temps qu'ils ont consacré à ces échanges et pour la richesse de leurs contributions.

Dans les Hauts-de-France, la démarche *Territoires : des énergies et au-delà !* a mobilisé des élus et des représentants de plusieurs collectivités (Région Hauts-de-France, Département du Nord, agglomérations) le monde économique (CCI, MEDEF, CRESS, Agence de développement...), des entreprises (Transdev, Groupe SNEF, Arcelor Mittal, GRT Gaz...) et la société civile (URCPIE, FNE, Mob'In...). Ces acteurs se sont réunis à plusieurs reprises, à Lille, Lens et Dunkerque pour partager ou confronter des éléments de diagnostics et de recommandations sur les enjeux de la formation et des compétences pour développer les énergies renouvelables (EnR), sur les conditions pour construire une mobilité décarbonée et profitable à tous, ou encore sur la décarbonation de l'industrie.

Une démarche collective appelée à se poursuivre

Ce cahier synthétise plus d'un an d'échanges collectifs, complétés par des regards de grands témoins engagés sur ces problématiques. Il met également en valeur des projets de transformations pour accélérer la mise en action de la transition énergétique. Partout, les sujets abordés appellent à une mobilisation de tous les acteurs.

IL FAUT DRESSER L'INVENTAIRE DES BONNES PRATIQUES ÉCOLOGIQUES EN HAUTS-DE-FRANCE.

Philippe Druon,
Président de l'URCPIE des Hauts-de-France

La transition énergétique s'inscrit dans le temps long et toutes ses dimensions ne peuvent être abordées en une année. Dans les prochains mois, les acteurs des Hauts-de-France de *Territoires : des énergies et au-delà !* vont poursuivre la mobilisation de tous les acteurs à travers de nouvelles rencontres et réunions collectives afin d'approfondir les thématiques déjà traitées et d'enrichir les points de vue sur de nouveaux champs de réflexion et d'actions. ○

À L'ÉCOUTE DES PARTIES PRENANTES EN HAUTS-DE-FRANCE

Depuis juin 2022, 28 parties prenantes du territoire se sont mobilisées dans le cadre des réunions collectives et 5 grands témoins ont livré leur regard sur trois thématiques majeures :

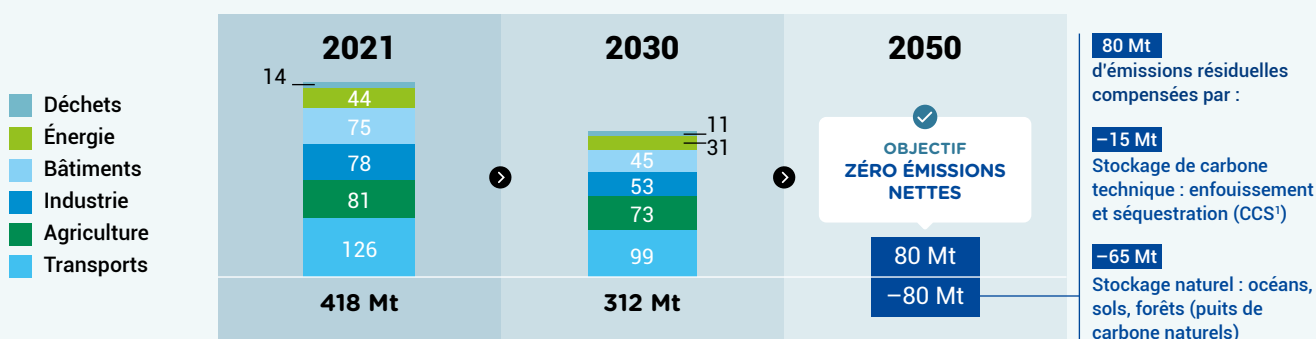
- Les enjeux de l'emploi et de la formation
- Une mobilité décarbonée profitable à tous
- La décarbonation de l'industrie

NATIONAL

LA FRANCE FACE À UN DÉFI HISTORIQUE

Dans le cadre de l'Accord de Paris, la France s'est engagée à maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2°C (vs les niveaux préindustriels) et de poursuivre les efforts pour limiter cette augmentation à 1,5°C. Elle vise à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 en baissant les émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici 2030 (vs 1990) conformément au Fit for 55 de l'Union Européenne et en réduisant la consommation d'énergie de 40% d'ici 2050 (vs 2020).

TRAJECTOIRE DES ÉMISSIONS DE CO₂ PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (en Mt)



POUR ATTEINDRE LA NEUTRALITÉ CARBONE, DEUX LEVIERS À ACTIONNER

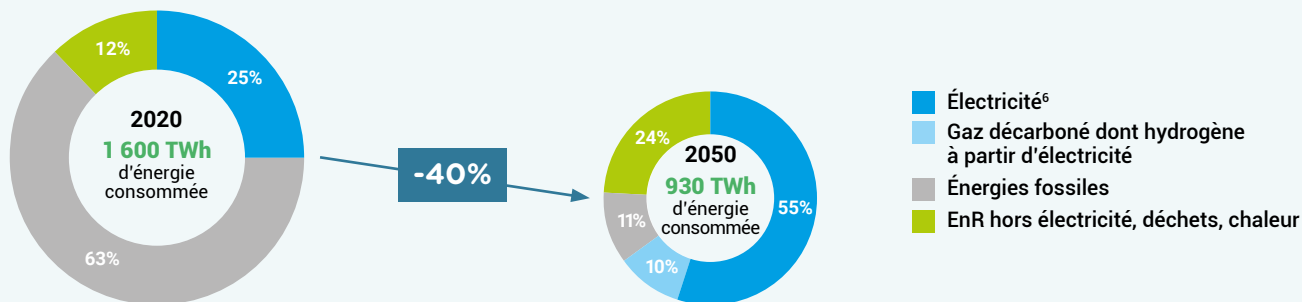
1 LA SOBRIÉTÉ ET L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

- L'efficacité énergétique à 2050 : de -20 à -40% dans l'industrie et jusqu'à -40% dans le transport routier lourd
- Les réglementations, notamment dans les bâtiments avec la réduction de la consommation d'énergie
- Au global : -200 TWh d'efficacité énergétique et -90 TWh de consommation électrique grâce à la sobriété en 2050, selon RTE.

2 L'ÉVOLUTION DU MIX ÉNERGÉTIQUE ET DES USAGES

- L'accélération des EnR² (33% de la consommation finale en 2030) et de la filière nucléaire (6 EPR2³ d'ici 2050)
- La réglementation des transports : arrêt des ventes de voitures à moteur thermique d'ici 2035, incitation d'incorporation de biocarburants à hauteur de 15% dans les transports d'ici 2030⁴
- Plan Hydrogène avec une capacité d'électrolyse de 6,5 GW d'ici 2030
- L'électrification des usages : dans l'industrie (+7 TWh) et la mobilité (20 TWh) d'ici 2030 selon RTE.

LA CONSOMMATION FINALE EN 2050 SELON LA SNBC⁵



1. CCS : Carbon Capture and Storage - 2. EnR : énergies renouvelables - 3. EPR2 : réacteur nucléaire de 2^e génération - 4. Objectif à date, avril 2023 - 5. SNBC : stratégie nationale bas-carbone - 6. Consommation finale d'électricité en France (hors pertes, hors consommation issue du secteur de l'énergie et hors consommation pour la production d'hydrogène). Consommation intérieure d'électricité dans la trajectoire de référence de RTE - 645 TWh.

ENJEUX RÉGIONAUX

VERS UNE TRANSITION GAGNANTE POUR TOUTES ET TOUS

Redonner du souffle à son industrie tout en accélérant sa transition énergétique, c'est le défi que se donne la région Hauts-de-France. L'objectif : réduire les émissions de gaz à effet de serre et atteindre la neutralité carbone tout en favorisant une transition juste, au service de toutes et tous.

Pour y parvenir, la région capitalise sur ses avancées en matière de transition énergétique et de technologies numériques, incarnées notamment par la dynamique Rev3.

Une région pionnière des enjeux de transition énergétique

Lancée en 2013 dans les Hauts-de-France, la dynamique collective Rev3, pour "Troisième Révolution Industrielle", a pour ambition de faire de la Région un territoire pionnier en matière de transition économique et écologique. Initiée par la Région Hauts-de-France et la Chambre de Commerce et d'Industrie Hauts-de-France, l'ensemble des politiques du Conseil régional est animé par cette dynamique qui tient compte de plusieurs objectifs.

Il s'agit d'abord de porter à au moins 28% la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie régionale à horizon 2031, contre 9% en 2015. La région vise également une réduction de 30% de la consommation énergétique finale en 2031 et de 50% en 2050, par rapport à 2012.

Plusieurs leviers d'action sont envisagés à cet effet :

- développer une filière hydrogène à 100% d'origine renouvelable,
- réduire et valoriser à grande échelle les émissions de CO₂ provenant de l'industrie,
- favoriser le développement de la mobilité durable au sein d'une grande région automobile, ferroviaire et logistique, à travers la mise en place, notamment, de 1 300 bornes de recharge électrique en accès libre.

Une décarbonation tous azimuts

Région historiquement marquée par l'industrie, celle-ci se concentre principalement sur le territoire dunkerquois qui représente, à lui seul, 21% des émissions carbone d'origine industrielle du pays. Pour faire face à ce défi, le plan DKarbonation a été lancé, afin de faire du Dunkerquois l'un des premiers territoires industriels européens à neutralité carbone en 2050 : il incarne la mobilisation de ce tissu industriel en faveur de sa décarbonation.

La Région est également en pointe pour la décarbonation de toute une filière : l'industrie automobile. Avec l'implantation des gigafactories de batteries électriques (ACC à Billy-Berclau, Envision à Douai, Verkor et ProLogium à Dunkerque), les Hauts-de-France confirmeront leur rôle majeur dans cette filière sur le territoire européen, devenant ainsi la "vallée de la batterie". Mais ces transformations ne sont pas sans conséquences, en termes de compétences, de recrutements, mais aussi de reconversion professionnelle. Ces investissements représentent, à ce titre, un défi, mais aussi une opportunité : ces quatre implantations vont ainsi permettre la création de près de 10 500 emplois directs.

Mobilité et emplois : deux leviers d'action au service de l'équilibre des territoires

La Région Hauts-de-France connaît des disparités économiques et sociales importantes qui ont des impacts sur l'accès à la mobilité. Certaines zones éloignées des grands

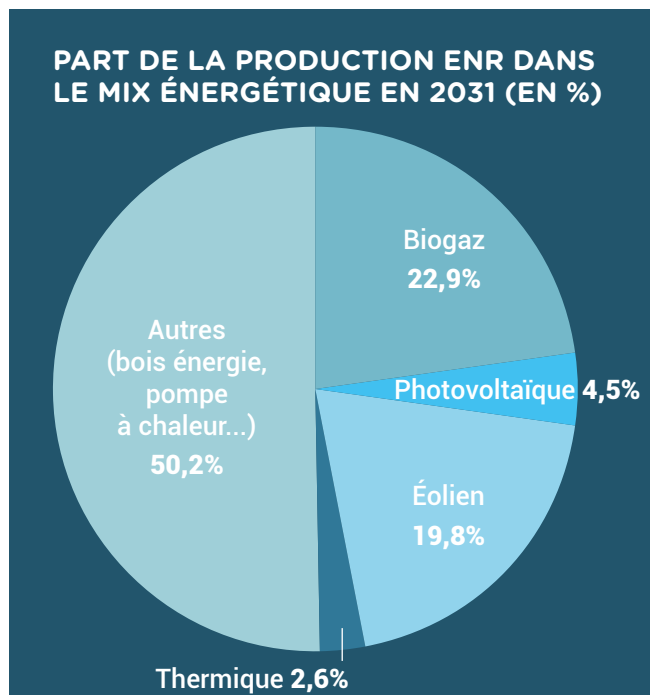
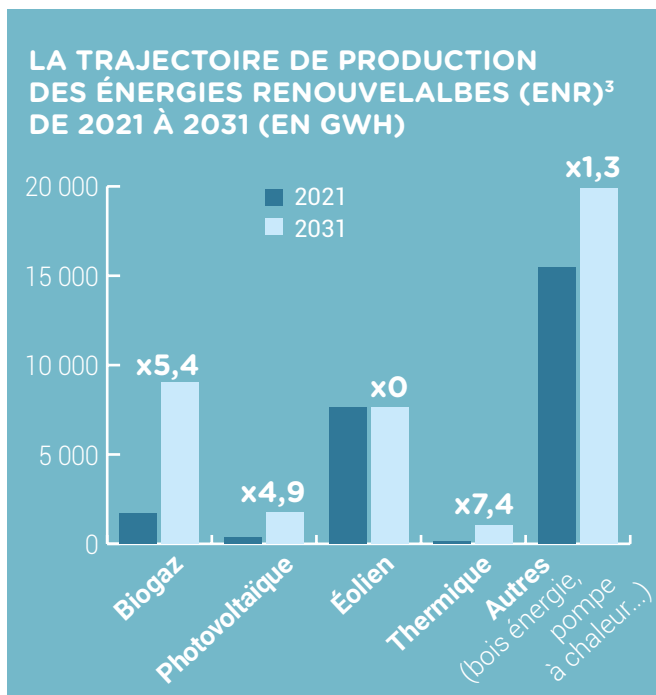
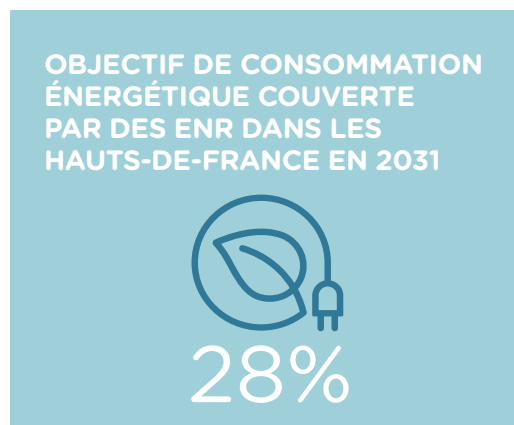
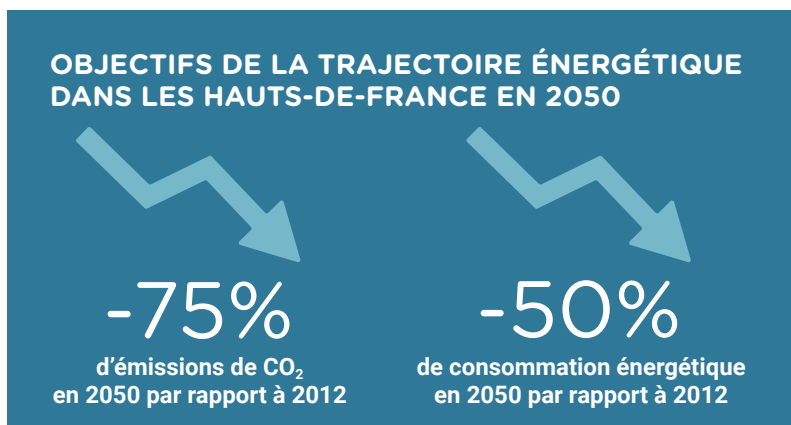
1. Source : Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

centres urbains souvent mal desservis par les transports en commun, entraînent une forte dépendance à la voiture individuelle compliquant parfois l'accès à l'emploi. Le transport routier représente ainsi près de 40% des émissions de gaz à effet de serre en Hauts-de-France. Pour favoriser les modes de transport alternatifs, la Région a lancé en 2020, un plan de relance pour les mobilités durables avec un budget de 160 millions d'euros sur trois ans.

La nécessité d'une transition juste est primordiale pour ce territoire où les inégalités sont les plus élevées du pays. La région compte 512 650 demandeurs d'emploi, pour un taux de chômage qui s'élève à 8,7% (contre 7,2% dans le reste de la France)¹. Les territoires particulièrement touchés sont Maubeuge (12,1%), Valenciennes (12%), Douai (11,3%) ou Saint-Quentin (11,2%)².

La transition écologique représente une opportunité de création de nouveaux emplois. Selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), ce sont ainsi 540 000 emplois qui pourraient être créés d'ici 2030 en France, et 1 million à l'horizon 2050, dont 50 000 en Hauts-de-France. Accompagner le dispositif Rev3, rendre les métiers de l'industrie attractifs aux yeux des jeunes à travers une politique ambitieuse à l'échelle nationale, à l'image du futur Contrat de Plan Régional de Développement des formations et de l'Orientation professionnelles (CPRDFOP) 2023-2028, sont autant de pistes évoquées en région. ○

1. INSEE, Tableau de conjoncture: Hauts-de-France, 31/05/23
 2. INSEE, Un marché du travail bien orienté en Hauts-de-France au 3^e trimestre 2022, 24/01/23
 3. EnR : Énergies renouvelables



Source : SRADDET Hauts-de-France, 2020, pages 217, 218 et 225

PLAIDOYER

« UNE RÉGION LEADER ET EXEMPLAIRE »

Nous, les acteurs du territoire, collectivités, entreprises, monde de la formation et de l'innovation, citoyens, faisons face à un défi qui concerne la région des Hauts-de-France, la France et le monde : gérer la crise climatique et donc la marche imposée vers la "neutralité carbone".



Frédéric Motte

Conseiller régional Hauts-de-France
Président de la mission Rev3

- « Nous avons simultanément 4 transitions à gérer.
- La transition énergétique : développer les énergies alternatives et décarbonées,
- Les transitions et accélérations technologiques et numériques qui ouvrent le champ des possibles et notamment celui de nouveaux modèles économiques (économie circulaire, économie de la fonctionnalité),
- La transition écologique pour préserver nos ressources et la biodiversité,
- La transition dans nos usages, nos comportements : les façons de se loger, de se nourrir, de se déplacer, de travailler.

Relever ces 4 transitions se fera en intégrant 3 défis principaux :

- L'urgence de passer à l'acte,
- La massification, unifier et multiplier les actions,
- L'appropriation citoyenne, pour ne laisser aucun habitant, aucun territoire de côté ; il faut être vigilant à l'acceptabilité de ces mutations.

Cette ambition d'un développement durable et solidaire, dans les Hauts-de-France, nous l'appelons REV3 !

Nous avons la conviction que la réussite de ce développement durable passera par un engagement des acteurs sur le terrain, entreprises, collectivités, associations, citoyens, l'institution régionale étant entraînant et facilitatrice. Ce développement durable se fera également par un mix qui alliera sobriété, adaptabilité et qui reposera sur la créativité de l'Homme pour toujours mieux innover dans tous les types de sciences.



Devenir une région exemplaire, c'est s'appliquer à nous-même, institution publique, dans notre fonctionnement, dans nos actions, cette ambition REV3. Elle est devenue, par une délibération du Conseil Régional en 2022, le fil rouge de TOUTES nos politiques.

Devenir une région leader, c'est accompagner les acteurs économiques et sociaux dans les mutations pour faire de celles-ci des opportunités de création d'activités et d'emplois. Nous avons identifié plus particulièrement 6 secteurs impactés par ces mutations, mais également générateurs de résiliences. Construire un mix énergétique décarboné ; décarboner l'industrie (car ici, on aime l'industrie et nous voulons l'aider dans cette mutation), la mobilité (avec les usines de batteries et les filières amont et aval) ; la rénovation immobilière (source de qualité de vie, de pouvoir d'achat, d'emplois et de bienfaits pour la planète) ; l'agro-ressources (fruit d'une agriculture de pointe et diversifiée) et, de manière transversale, l'économie circulaire pour revisiter nos organisations de production et de distribution.

Tous les acteurs, petits ou grands, artisanaux ou industriels, locaux ou internationaux, peuvent, doivent, apporter leurs contributions à ces défis collectifs. Ce travail du groupe TotalEnergies, entreprise nationale historique et majeure de l'énergie, est une contribution à notre mobilisation collective.

Acteur majeur des 1^{re} et 2^e révolutions industrielles, la Région des Hauts-de-France s'engage résolument pour être partie prenante de ces nouvelles révolutions avec l'ambition forte de mieux prendre en compte l'environnement et les femmes et les hommes de tous nos territoires.

REV3 n'est pas un label réservé à quelqu'un, REV3 se veut l'étendard de la mobilisation de toute une région pour développer activités et emplois mais aussi fierté, sentiment d'appartenance, espérance pour notre jeunesse et attractivité pour le territoire. Alors, tous ensemble, portons haut l'étendard de la mobilisation régionale REV3. » ○

ACCEPTABILITÉ
ET ACCESSIBILITÉ



LES ENJEUX D'UNE MOBILITÉ VERTE COMPRISE ET SOUTENUE PAR TOUS

Les Hauts-de-France se sont engagés à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. La réduction de sa consommation énergétique dans le secteur de la mobilité est un enjeu majeur pour atteindre cet objectif.

Dès lors, comment rendre acceptables les changements qui vont en découler et s'imposer ? Comment peuvent-ils bénéficier à tous et offrir de nouvelles opportunités ? Ce sont, entre autres, quelques-unes des questions majeures auxquelles ont tenté de répondre les acteurs du territoire réunis dans la démarche *Territoires, des énergies et au-delà !*

Une région fortement dépendante à l'usage de la voiture individuelle

Les Hauts-de-France n'échappent pas à la règle : 92% des habitants utilisent la voiture dont 73% plusieurs fois par semaine et 44% tous les jours¹. Pourtant, et nous le savons tous, le secteur des transports est un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre (GES) représentant 30,8% des émissions en France dont la moitié provient des voitures individuelles².

Alors que dans la métropole lilloise, l'usage des transports en commun est répandu (74% des habitants utilisent le métro, 73% le bus et le tramway et 65% le train), tout comme celui du vélo (63% d'utilisateurs, soit 6 points de plus que la moyenne nationale)³, ceci n'est pas le cas dans le reste de la région creusant encore plus les inégalités déjà existantes. Si Lille Métropole prévoit bien la création d'une zone à faibles émissions (ZFE) au 1^{er} janvier 2025, il n'en reste pas moins que sa mise en place, complexe, suscite des interrogations. Le sénateur du Nord Frédéric Marchand l'explique en prenant l'exemple suivant : « *La ZFE est une chance, mais demeure posé le sujet des contraintes pour nos concitoyens. La question de l'aménagement de zones de parking en entrée de ZFE est sur la table, mais cela passe toujours par une utilisation de la voiture et donc il est essentiel de donner un coup de fouet au développement de solutions alternatives à la voiture*⁴ ».

Répondre aux inégalités territoriales

La région des Hauts-de-France doit faire face à plusieurs difficultés, avec notamment le plus fort taux de chômage de France. À ce titre, les difficultés d'accès à la mobilité représentent un véritable frein vers le retour à l'emploi. Certains territoires sont particulièrement en souffrance, comme l'explique le président d'un réseau qui fédère les acteurs de la mobilité inclusive : « *Au niveau régional, globalement, une per-*

DANS CERTAINES COMMUNES, IL N'Y A PAS DE TRANSPORT EN COMMUN, PAS DE VOITURE. LES JEUNES SONT EN DÉCROCHAGE SCOLAIRE, LES ADULTES AU CHÔMAGE OU AU RSA.

Un responsable R&D et innovation pour un technopôle réunissant les acteurs de la mobilité durable

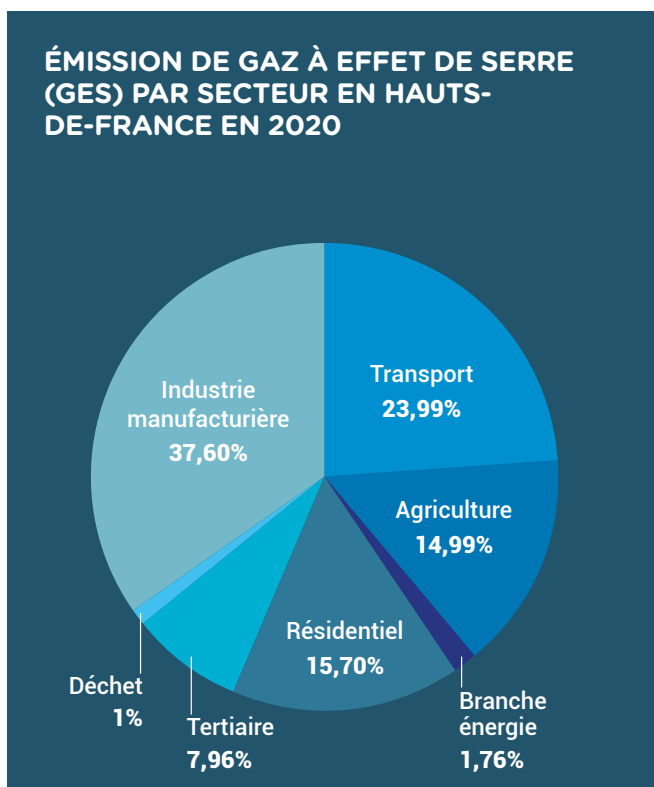
sonne au RSA sur cinq refuse un emploi faute de moyen de locomotion en milieu rural : il n'y a pas d'accès au transport en commun pour les secteurs ruraux isolés, comme le Ternois, par exemple ». Une étude montre, en effet, que l'usage de la voiture reste très important pour 83% des déplacements tous motifs confondus, dont 89% pour les trajets domicile-travail⁵. Autre exemple concernant l'Artois, certaines communes de l'arrondissement de Béthune ont un taux de pauvreté supérieur à 28%, et 1/3 des ménages ne sont pas motorisés⁶.

« *Dans certaines communes, il n'y a pas de transport en commun, pas de voiture. Les jeunes sont en décrochage scolaire, les adultes au chômage ou au RSA. Les personnes restent dans leurs quartiers alors que Toyota et Stellantis n'arrivent pas à recruter* », ajoute-t-il.

Pour faciliter le retour à l'emploi, les Hauts-de-France se sont dotés d'un plan de relance pour les mobilités durables en 2020. La plateforme collaborative France Mobilités propose également des solutions et des projets au service des territoires et des acteurs de la mobilité. ...

1. Étude Odoxa pour BMW Group : Étude sur la mobilité auprès des habitants de la région Hauts-de-France et des Lillois, mars 2022
2. The Shift Projet : Guide pour une mobilité quotidienne bas carbone, Février 2020
3. Étude Odoxa, op cit
4. Actu.fr : La ZFE étendue aux 95 communes de la Métropole de Lille: les Crit'Air 4 et 5 ne pourront plus circuler, Margot Nicodème, 22/04/22
5. Lauréats France Mobilités 2020, ADEME
6. La Voix du Nord : Dix-huit mois d'études pour réfléchir au plan de mobilité simplifié de Ternois Com, David Derieux, 15/09/22

ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES) PAR SECTEUR EN HAUTS-DE-FRANCE EN 2020



Source : Observatoire Climat HDF

Les initiatives se multiplient avec la mise en place de garages solidaires qui permettent de faire réparer sa voiture à moindres frais ou encore avec la création d'associations solidaires comme "Répare ton Vélo".

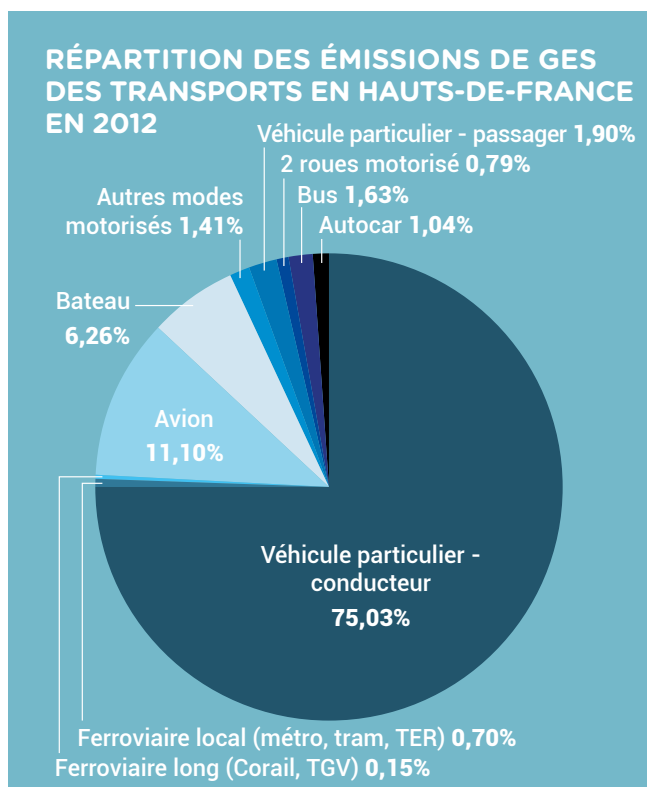
Le rôle moteur des territoires dans la politique de mobilité

Il s'avère incontournable de faire travailler ensemble les élus locaux pour faire émerger des solutions globales, ce qui n'est pas le cas sur tout le territoire. Comme le souligne Philippe Druon, Président de l'Union Régionale des Centres Permanents d'Initiatives pour l'Environnement (URCPIE) des Hauts-de-France, « la situation est complexe » dans le Bassin minier où les communes, imbriquées, trop souvent ne jouent pas suffisamment la carte de la coopération. Par ailleurs, le

LES COLLECTIVITÉS N'ONT PLUS LES MOYENS DE FINANCER TOUTES LES POLITIQUES PUBLIQUES. TOUT NE PEUT PAS REPOSER SUR LES COLLECTIVITÉS.

Anne-Charlotte RICHEBÉ, Directrice des relations extérieures au sein du Cabinet du Président du Département du Nord

RÉPARTITION DES ÉMISSIONS DE GES DES TRANSPORTS EN HAUTS-DE-FRANCE EN 2012



déploiement d'une politique publique solide en matière de transports s'appuie sur des fonds publics. Ce qui paraissait jusque-là à peu près évident est aujourd'hui devenu le principal obstacle. Anne-Charlotte Richebé, ex-directrice des relations extérieures au Conseil départemental du Nord en décembre 2022⁷ explique : « Les collectivités n'ont plus les

LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS À DUNKERQUE

Depuis le 1^{er} septembre 2018, le réseau de transport urbain de la Communauté Urbaine de Dunkerque, DK'Bus, est 100% gratuit. Il s'agit de la première grande ville d'Europe à offrir les transports gratuits pour tous. Le service, opéré par Transdev, assure le transport urbain grâce à 16 lignes de bus. Avec 75 317 voyageurs en moyenne par jour, et plus de 20 millions de voyages en 2022, le service a également été repensé et il est plébiscité pour sa haute qualité de service.

7. Aujourd'hui, Anne-Charlotte Richebé est Directrice de cabinet adjointe de la préfète à l'égalité des chances au sein de la Préfecture de la région Hauts-de-France

moyens de financer toutes les politiques publiques. Tout ne peut pas reposer sur l'investissement public ». Philippe Druon abonde dans ce sens, invitant à « réfléchir à être plus performants », car « la politique du tiroir-caisse n'existe plus ». Il est ainsi urgent d'adapter nos villes et nos territoires aux mobilités décarbonées et actives : marche, vélo, trottinette...

Alors comment faire ? Une des solutions réside dans une meilleure mutualisation de moyens entre villes. Bruno Lajara, délégué général de l'association l'Envol, qui vise à promouvoir la transformation sociale par l'art, propose même la création de nouvelles métropoles pour faciliter le déploiement des projets de mobilité : « Nous disposons d'une voie verte et de beaucoup de points positifs. Ce qui freine, c'est le découpage administratif des communes. En réunissant Lens, Liévin et Avion, nous pourrions en faire une grande métropole qui rayonne ». Toutefois, un des grands espoirs réside dans le projet de RER métropolitain qui prévoit une nouvelle voie ferrée de 37 kilomètres entre Lille et le bassin minier. Ce projet titanesque ne devrait cependant pas voir le jour avant 2040. ○

CE QU'IL FAUT EN RETENIR

- 1 : Répondre aux inégalités territoriales d'accès à l'emploi en facilitant la mobilité :
 - Développer les infrastructures de transport, notamment les réseaux ferroviaires, les routes et les transports en commun
 - Mettre en place des politiques d'aménagement du territoire afin de favoriser la création d'emplois dans les zones défavorisées
 - Offrir des programmes de formation professionnelle adaptés aux besoins locaux
 - Développer les solutions collaboratives : mobilité partagée, covoiturage

Faire abstraction des découpages administratifs pour adopter des projets de mobilité en lien avec les usages des citoyens : 2



GRAND TÉMOIN

« LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DOIT ÊTRE PARTAGÉE PAR LE PLUS GRAND NOMBRE »

Le sénateur du Nord évoque les opportunités de la transition énergétique pour apporter des réponses aux inégalités territoriales, mais aussi sur le fort investissement des élus locaux pour se saisir de ces enjeux.



Frédéric Marchand
Sénateur du Nord

En quoi la transition énergétique pourrait-elle être une opportunité pour réduire les inégalités territoriales qui se sont dessinées ?

Je suis persuadé que la transition écologique est une véritable opportunité pour réduire bien des fractures territoriales que connaît notre pays aujourd'hui. Pour faire simple, la transition écologique, ce n'est pas que l'affaire des urbains qui bénéficient de nombre de commodités, notamment en matière de mobilités... on voit d'ailleurs que le sujet de la mise en place des zones à faible émission est là pour nous rappeler combien il est délicat de faire coïncider idéal et réalité ! Si nous voulons que la transition écologique réussisse, elle doit être partagée par le plus grand nombre et notamment par celles et ceux qui pensent en être le plus éloignés, pour tout un tas de raisons souvent objectives, sur lesquelles nous devons travailler. Les sujets de fin du monde et de fin du mois doivent être travaillés de manière simultanée sans tomber dans le dogmatisme, et tous les acteurs, notamment politiques et économiques doivent s'employer à partager la même vision et à la décliner. La mobilisation, la sensibilisation, l'acceptabilité et l'adhésion de la population sont des préalables plus que nécessaires pour y arriver.



Entre mobilité urbaine efficace et raccordement des territoires ruraux, la distribution du réseau des transports est un levier important pour réduire les inégalités régionales. En tant que vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du Sénat, comment envisagez-vous le développement des mobilités douces et décarbonées?

Avec la Loi d'Orientation des Mobilités, votée à la fin de l'année 2019, le Gouvernement s'est doté d'une feuille de route pour développer les mobilités décarbonées et les mobilités douces. Cette feuille de route se décline à l'échelle de nos territoires et notamment dans ceux qui ont fait le choix de devenir Autorités Organisatrices des Mobilités. Dans notre Région des Hauts-de-France, les initiatives sont nombreuses pour faire en sorte de développer les maillages entre secteurs urbains autour de cet enjeu phare d'une mobilité décarbonée respectueuse des enjeux environnementaux : mobilités douces, mobilités partagées, transition énergétique des véhicules sont autant de sujets mis en œuvre sans oublier tout ce qui a trait aux infrastructures et qui nécessite aussi de revisiter nos vieux "logiciels" pour tendre vers l'intégration des enjeux de la transition écologique. Les solutions, elles sont aujourd'hui portées par les territoires et je conçois mon action en relayant les bonnes pratiques et en jouant un rôle de facilitateur pour porter tel ou tel projet.

En tant que Sénateur du Nord, vous êtes au centre des questions de formation des décideurs sur les problématiques énergétiques. Selon vous, comment les acteurs locaux appréhendent ces enjeux?

Dans le cadre de mes déplacements réguliers dans le Département du Nord, je suis frappé par l'envie très forte des élus de se saisir des sujets de la transition écologique tout en étant par ailleurs confrontés à nombre de difficultés du quotidien qui empêchent parfois d'anticiper et d'être davantage dans la réaction. Je pense ici bien évidemment aux conséquences de la crise énergétique qui affectent très fortement nos communes, leurs forces vives et leurs habitants. Cette situation, bien que dramatique pour nombre de nos concitoyens a néanmoins une vertu : faire en sorte que les acteurs publics et privés se parlent pour trouver des solutions au plus près des réalités.

Je suis très attaché aux alliances entre acteurs de la société, en dépassant clivages et dogmatismes, pour travailler ensemble, et la combinaison des énergies publiques et privées est certainement un critère d'efficacité sur lequel nous devons encore et toujours travailler pour mettre les uns et les autres devant leurs responsabilités et partager les enjeux de la transition écologique. ○

GRAND TÉMOIN

« LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE NE PEUT SE FAIRE SEULE »

Le président de France Nature Environnement Hauts-de-France revient sur la nécessité d'aborder la transition énergétique en multipliant le dialogue entre les décideurs publics et privés.



Thierry Dereux

Président France Nature Environnement Hauts-de-France

La région Hauts-de-France est relativement récente. Remodelée en 2015, elle réunit des territoires initialement distincts. En quoi la transition énergétique pourrait-elle être une opportunité pour réduire les inégalités territoriales ?

Tous les niveaux de la Région doivent entamer ou accélérer leur transition énergétique. Il est particulièrement important que les collectivités territoriales soient impliquées car ce sont elles qui devront porter la mise en œuvre des politiques nationales et régionales. Les initiatives exemplaires déjà prises par certaines doivent être valorisées et dupliquées aux autres, que ce soit par les innovations technologiques permettant des économies d'énergie, le choix du transport multimodal, et, bien sûr, la défense de la sobriété par l'implication des particuliers et des industriels. Un groupe comme TotalEnergies a un rôle à jouer, et pas seulement en développant ses propres projets industriels. Il doit faire preuve d'exemplarité et partager ses bonnes pratiques. Mais surtout, il doit écouter ses parties prenantes ! La transition énergétique ne peut se faire seul. Pour France Nature Environnement, la sortie des énergies fossiles est une condition essentielle.

Comment former et accompagner les décideurs sur les questions énergétiques pour qu'ils puissent accompagner au mieux le succès de la transition énergétique ?

L'urgence de la transition énergétique souligne un sujet complexe nécessitant une approche globale. Les décideurs en responsabilité doivent être informés des politiques énergétiques nationales ou régionales, des initiatives en



matière de développement durable, et des conséquences de leurs décisions sur l'environnement parfois en rupture avec leurs propres convictions. Ils doivent pouvoir avoir accès à des expertises techniques, comme les rapports du GIEC, les orientations prônées par l'ADEME, en énergie qui pourront les aider à comprendre les enjeux et les défis spécifiques liés à la transition énergétique à l'horizon 2050. Participer à des réunions d'information régulièrement organisées par des acteurs de cultures différentes est un des bons moyens. Il existe un certain nombre d'outils mis à disposition des décideurs par les associations environnementales ou la région, allant de l'accès aux financements à l'organisation d'une fresque du climat par exemple. Ces outils de dialogue doivent être partagés au maximum avec les décideurs privés ou publics. Un système de suivi et d'évaluation doit être mis en place pour mesurer les progrès de la transition énergétique. Les données partagées avec toutes les parties prenantes permettront d'ajuster les politiques le cas échéant.

Respecter biodiversité et activités économiques locales, comme l'industrie, représente un défi majeur. Quels dispositifs sont mis en place par France Nature Environnement pour le relever ?

France Nature Environnement, 9 000 associations en métropole et outre-mer, a constitué plusieurs réseaux sur les thématiques Eau, Biodiversité, Énergie, Déchets, Agriculture... tous reposant sur la protection de l'environnement. Au travers de ces réseaux, elle participe activement à de nombreuses manifestations territoriales en portant la voix sur ces enjeux rappelant la nécessité absolue de protéger la biodiversité. En créant des outils appelés SCOPE sur la méthanisation, l'éolien ou le photovoltaïque axés sur la concertation citoyenne, FNE contribue à l'information nécessaire des décideurs et du grand public sur les problématiques environnementales d'aujourd'hui.



Choix et usages
énergétiques



LES INDUSTRIELS DES HAUTS-DE-FRANCE EN PREMIÈRE LIGNE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DÉCARBONATION

Afin de remplir les objectifs de décarbonation à l'échelle nationale, les industriels de la Région Hauts-de-France sont en première ligne pour répondre à ce défi.

En effet, selon l'étude de l'INSEE, parue le 9 février dernier, il s'agit de la région la plus consommatrice d'énergies. Elle absorbe 20% de la consommation française, devant le Grand Est, 17%. Les quatre secteurs les plus énergivores sont la métallurgie, l'industrie du verre, l'agroalimentaire et la chimie, ce qui implique une forte dépendance de l'industrie régionale à l'électricité et au gaz.

Accélérer la décarbonation de l'industrie sur des territoires identifiés avec des solutions adaptées

L'industrie diminue certes ses émissions de gaz à effet de serre depuis les années 90, notamment dans la chimie, mais cet effort reste très insuffisant pour atteindre l'objectif d'une nouvelle réduction de 80% à 2050 par rapport à 2015. C'est sur l'industrie lourde que repose la principale charge des efforts à mener. La chimie, la métallurgie (principalement la sidérurgie) et l'industrie des matériaux de construction représentent à elles seules les trois quarts des émissions du secteur. La moitié des gaz à effet de serre provient d'un petit groupe de 15 sites, notamment les usines métallurgiques de Dunkerque¹.

Terre historiquement industrielle, la région doit donc faire face à un défi de taille et particulièrement le secteur dunkerquois qui représente, à lui seul, 21% des émissions carbone d'origine industrielle française². À ce titre, le plan DKarbonation, fruit d'une démarche de concertation entre les acteurs industriels et institutionnels, vise à faire de Dunkerque le démonstrateur européen de l'industrie du futur à neutralité carbone. En effet, ce projet développe des solutions pour faire cohabiter à la fois activité économique et qualité de vie. Le territoire va ainsi devenir la première "Zone industrielle bas carbone" (ZIBAC) de France et obtenir 13,6 millions d'euros de l'État pour réaliser des études d'ingénierie et de faisabilité de décarbonation de la zone.

Le défi est gigantesque. Il s'agit, en effet, de trouver des procédés de fabrication différents qui n'émettent pas de CO₂ pour des activités comme la sidérurgie, la chimie ou le ciment. Il est question ici de remplacer les énergies fossiles par de l'hydrogène décarboné ou de capter le CO₂ émis par les industriels. Comme l'évoque le chef d'établissement d'un site industriel de Dunkerque : « Nous avons un important travail à fournir en ce sens, car un certain nombre de solutions vont arriver sur le marché avec des process industriels spécifiques de captage de CO₂. Il va falloir en parallèle développer les compétences et mettre en place les formations nécessaires pour réaliser la transition ».

LA PRODUCTION D'HYDROGÈNE
NÉCESSITE UN PROCESSUS
TRÈS ÉNERGIVORE.

Thierry Dereux, Président de FNE Hauts-de-France

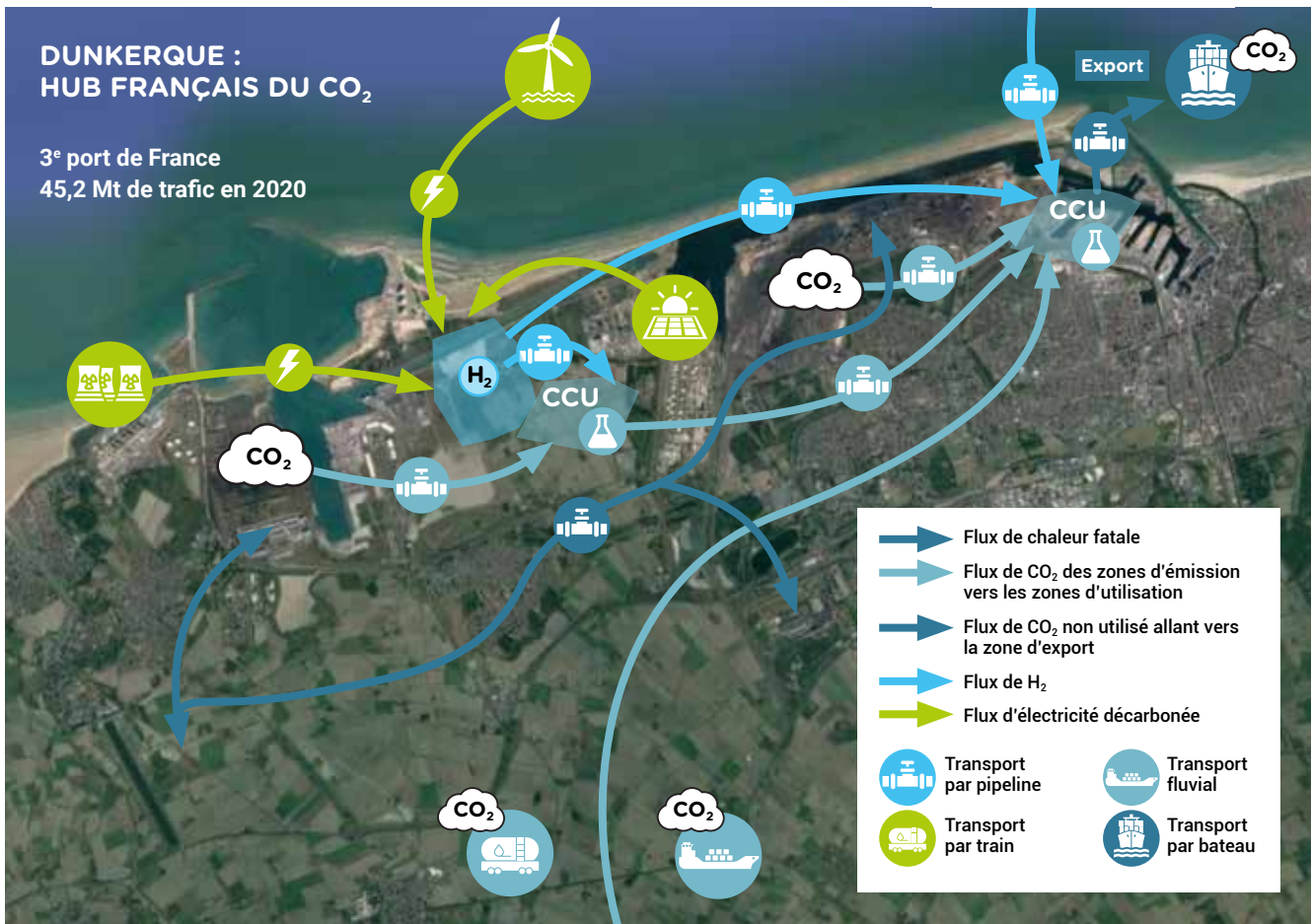
De l'avis des participants, le cas dunkerquois doit être érigé en exemple de coopération entre institutions et industriels pour inspirer d'autres territoires. Jean Gravellier, directeur général de Pôlénergie, cite à cet égard le cas de Valenciennes « qui s'est engagée sur la même voie que Dunkerque il y a 6 ans : nous sommes au tout début du travail, nous discutons avec l'ensemble des acteurs du territoire ».

Le débat s'est ensuite focalisé sur l'hydrogène faisant suite au plan de décarbonation de l'industrie dans le cadre de France 2030 présenté par le Président de la République le 8 novembre 2022. Si cette énergie est, certes, une alternative pour diversifier notre mix énergétique, il a été souligné ses contraintes en termes de coût et de production. À ce sujet, un dirigeant d'un site industriel s'est montré mesuré quant à l'utilisation massive de cette énergie : « L'hydrogène peut être une solution pour favoriser l'efficacité énergétique mais dire que cela va être une solution pour remplacer le gaz naturel de façon industrielle en France, c'est une vue de l'esprit ». Thierry Dereux rappelle d'ailleurs « qu'elle nécessite un processus très énergivore ». Plusieurs se sont également interrogés sur le déploiement des infrastructures induit et qui suppose des financements publics.

La difficile question du financement de la transition énergétique et de la compétitivité

La transition énergétique a un coût, et la question de l'aide de l'État pour les industriels a été l'un des autres axes de la discussion. Hormis le montant dédié à cette politique publique pour les territoires, il a été pointé à plusieurs reprises les longues procédures pour faire valider les aides de l'État au niveau européen, le problème de l'accès aux aides qui néces-

1. Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique : "Transition écologique : une planification pour accélérer la décarbonation des sites industriels", avril 2023
2. Dunkerque Promotion : "Dunkerque : laboratoire de solutions pour la captation et la valorisation du CO₂"



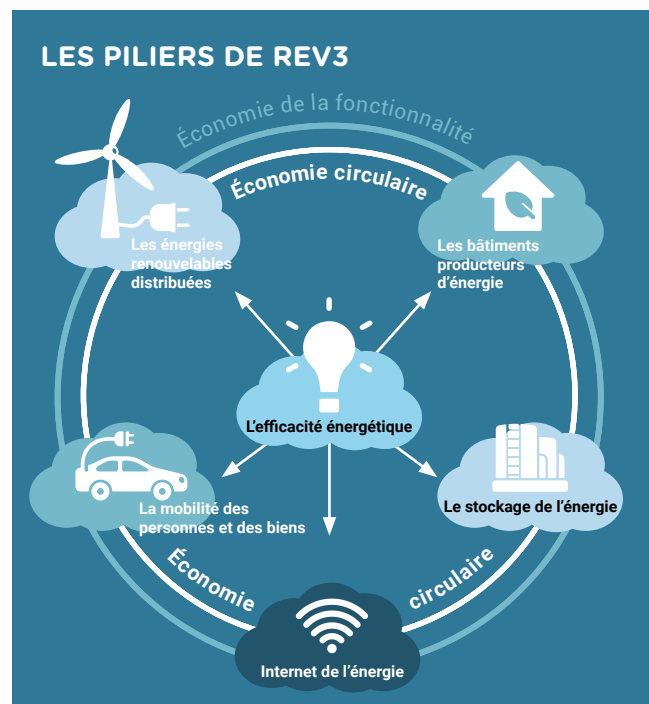
Source : Dunkerque Promotion

siterait la création d'un guichet unique et les enveloppes "décarbonation" de la région qui ne sont pas utilisées tout simplement parce que les entreprises ne les connaissent pas.

Et puis, il y a les initiatives qui fonctionnent comme Rev3. Initiée par la Région et la Chambre de commerce et d'industrie des Hauts-de-France, elle a été prise en exemple pour illustrer la force de la démarche collective. Inspiré par les travaux de l'économiste Jérémy Rifkin, Rev3 vise à faire de la région l'une des plus avancées en Europe en matière de transition énergétique et de technologies numériques. L'ensemble des

VALENCIENNES S'EST ENGAGÉE SUR LA MÊME VOIE QUE DUNKERQUE IL Y A ENCORE 6 ANS : NOUS SOMMES AU TOUT DÉBUT DU TRAVAIL, NOUS DISCUTONS AVEC L'ENSEMBLE DES ACTEURS DU TERRITOIRE.

Jean Gravellier,
directeur général de Pôlenergie



Source : Rev3

thématiques sur lesquelles s'engage Rev3 regroupe à la fois la transition énergétique, la décarbonation, l'économie circulaire et les nouvelles mobilités³. Ce programme s'appuie sur un fonds qui aide les entreprises à se décarboner en développant des procédés, à l'instar du projet ProDepVAL, porté par l'entreprise lilloise Eco-Tech Ceram. Ce dernier vise à développer une unité de stockage mobile de valorisation de chaleur fatale et à la tester sur le site d'ArcelorMittal de Dunkerque.

Sur le terrain, les clubs Rev3, qui associent les entreprises et acteurs régionaux souhaitant rejoindre cette dynamique régionale, se multiplient, afin de développer des coopérations entre industriels comme l'explique Michel Fresiers, directeur régional d'Ekium : « *Un club Rev3 vient de se mettre en place dans le Grand Hainaut et qui rassemble des acteurs du valenciennois. Nous accompagnons, par exemple, un industriel pour développer les solutions techniques afin de pouvoir injecter de l'hydrogène dans ses fours* ».

Aujourd'hui, Rev3 a déjà financé plus de 1 400 projets et s'appuie sur trois outils :

- un fonds d'investissement pour financer en fonds propres des entreprises,

- un livret d'épargne Rev3 porté par le Crédit Coopératif et financé par les habitants de la région (et même au-delà),
- des subventions Rev3 proposées par la Région et l'ADEME⁴. ○

CE QU'IL FAUT EN RETENIR

1 : Faire coopérer les institutionnels et les industriels pour accélérer la décarbonation en s'appuyant sur l'exemple du Dunkerquois : modèle de coopération en la matière

Simplifier et accélérer les procédures d'aides et créer un guichet unique pour obtenir les "enveloppes décarbonation" **2**

3 : Créer un financement régional en soutien aux entreprises pour la décarbonation en prenant pour exemple le fonds Rev3



3. Rev3 : "la Région soutient l'innovation sur nos territoires", juin 2022

4. Nord France Invest : "Rev3, plus de 500 M€ de financement", novembre 2020

ÉTUDE DE CAS

GIGAFACTORY ACC : UN ACTEUR MAJEUR EUROPÉEN DE LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

GIGAFACTORY ACC

LES HAUTS-DE-FRANCE : LA SILICON VALLEY DES BATTERIES

Opération : création de la gigafactory ACC de batteries électriques

Date du projet : production débutant au second semestre 2023

Localisation : Douvrin (62)

Parties prenantes : Stellantis, Mercedes, TotalEnergies, la Région Hauts-de-France, l'État

Gigafactory ACC : un acteur majeur européen de la mobilité électrique

La fin des ventes de voitures à moteur thermique d'ici 2035 est particulièrement lourde de conséquences pour ce territoire, place forte de la production automobile française, qui doit désormais se tourner vers l'électromobilité. Ce virage, certes anticipé par les trois constructeurs présents sur le territoire (Renault, Toyota, Stellantis), mais aussi par les équipementiers, les sous-traitants et les fournisseurs, va en effet obliger toute une industrie à se transformer pour fabriquer les batteries nouvelles générations. Il faut également que la demande soit au rendez-vous et que la technologie sur les véhicules routiers progresse.

L'enjeu est de taille, mais il constitue également un formidable challenge pour rester en pointe et créer de l'emploi. D'ailleurs, les initiatives et les projets se développent, à l'instar des trois gigafactories déjà implantées : DBT, Envision ou ACC. Cette dernière a été créée à l'été 2020 par Stellantis et TotalEnergies. Les deux groupes ont ensuite été rejoints par Mercedes-Benz en septembre 2021. L'objectif ? Réunir les savoir-faire pour créer un acteur mondial de référence dans le développement et la fabrication de batteries pour toute l'industrie automobile dès 2023.

Cet investissement permettra à l'Europe de maîtriser sur son territoire, sa propre production industrielle et de respecter ainsi l'objectif européen de fin de vente des véhicules thermiques neufs en 2035. Aujourd'hui, seulement 3% des batteries sont produites sur le continent¹.

Un projet qui s'appuie sur une forte synergie entre institutions et industriels

Ce projet industriel s'appuie sur une forte synergie entre industriels (Stellantis, Mercedes, TotalEnergies), mais compte aussi sur un soutien important des pouvoirs publics. En effet, ACC a pu compter sur des subventions françaises d'une part, au niveau national et des collectivités régionales, et allemandes d'autre part, dans le cadre d'un Projet Important d'Intérêt Européen Commun (PIIEC).

Le financement public total des États français et allemand s'élève à près de 1,3 milliard d'euros, soit 26% du total de l'investissement pour l'ensemble du projet. Le reste, 3,7 milliards d'euros, soit 74%, est financé par ACC². Ce projet offre aussi des perspectives en terme d'emplois : alors que le site accueille depuis janvier 2023 1 000 collaborateurs, ce sont près de 2 000 collaborateurs qui y travailleront au 1^{er} trimestre 2024³. ○



1. Vie Publique : Véhicules Électriques : quels projets européens pour la production de batteries ? Février 2021. 2. ACC : "Le calendrier et le financement". 3. TotalEnergies : "ACC, une coentreprise entre TotalEnergies, Stellantis et Mercedes-Benz"

GRAND TÉMOIN

« LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE A ENGAGÉ SA TRANSFORMATION »

Didier Cousin revient sur la stratégie régionale Rev3 pour accélérer la transition énergétique, mais aussi sur les enjeux de la mobilité et de l'agriculture pour répondre à cet objectif.



Didier Cousin

Vice-président de la Chambre
de Commerce et d'Industrie Régionale
Hauts-de-France en charge de Rev3
Directeur Territorial
Hauts-de-France GRDF

Vous avez la charge de Rev3 à la CCI Hauts-de-France, un dispositif qui accompagne les entreprises du territoire, entre autres, dans leur décarbonation. Comment, selon vous, accélérer le processus de décarbonation ? En quoi Rev3 y participe ?

La région Hauts-de-France a engagé sa transformation énergétique, écologique et numérique. Cette transformation est l'ambition de la dynamique Rev3, portée par la région et la Chambre de Commerce. Porte d'entrée des projets de transition énergétique des entreprises, Rev3 propose de multiples dispositifs d'accompagnement pour les aider à mettre en œuvre leurs projets. Pour n'en citer qu'un : l'accélérateur Rev3. Ce programme d'accompagnement sur 6 mois propose des temps collectifs, individuels et collaboratifs. Les 12 accélérateurs aujourd'hui ont accompagné plus de cent startups depuis 2017, avec la volonté de doubler ce chiffre dans les 3 ans.

D'après vous, quelles sont les priorités pour la transition énergétique des mobilités ?

La transition dans la mobilité doit privilégier le multi-énergies. Le diesel, hégémonique pendant tant d'années, devra être remplacé par différentes sources d'énergies décarbonées. On peut citer le véhicule électrique à batteries pour la mobilité légère, ou le biogaz pour la mobilité lourde, ou l'hydrogène à un horizon plus lointain. La première des priorités est de choisir de façon



agnostique la bonne énergie pour le bon usage. Il faut en même temps déployer les infrastructures de recharge et d'avitaillement, condition sine qua non du développement rapide de ces nouvelles énergies.

Le monde agricole entame son processus de production d'énergies renouvelables. Comment l'accompagner dans cette démarche ?

Les agriculteurs sont impliqués dans la production d'énergie depuis longtemps, et particulièrement en Hauts-de-France. Par exemple, 83% des 7000 GWh

de biogaz produits en 2022 sont d'origine agricole. Les Hauts-de-France avec 77 installations se hissent sur la deuxième marche du podium. Ils ne sont pas en reste en production d'électricité renouvelable d'origine éolienne ou photovoltaïque. La meilleure façon d'accompagner le monde agricole est de partager les bonnes pratiques et apporter des solutions concrètes. Cela passe par de la sensibilisation et de la formation, la recherche de financements ou des conseils techniques. Depuis 2014, les collectifs comme les CORESOL ou le CORBI (Collectif Opérationnel du Biométhane Injecté) accompagnent les porteurs de projets et les conseillent dans leur recherche de partenariat ou l'évolution de la réglementation. ○

Compétences



UNE TRANSITION JUSTE POUR TOUS

Alors que les Hauts-de-France accueillent de nombreux investissements dans des domaines clés de la transition énergétique, la région doit faire face à un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale (8,7% contre 7,1%)¹. Pourtant, le besoin en main-d'œuvre pour répondre à cette nouvelle demande est immense. Dès lors, comment répondre au besoin de recrutement pour mener à bien ces projets ?

Une région au fort potentiel industriel et économique

La transition écologique représente une opportunité pour l'emploi², alors que 18% de la population vit sous le seuil de pauvreté. La Région Hauts-de-France compte donc s'appuyer sur cette opportunité pour être fer de lance en la matière, afin que la transition soit profitable à tous. La filière automobile en est un exemple avec trois constructeurs mondiaux présents sur 7 sites, 56 000 salariés et 40% de la production nationale des moteurs et des boîtes de vitesse. La mutation vers l'électrique nécessite de nouvelles compétences. L'implantation de nombreux projets innovants sur le territoire, comme les gigafactories de batteries électriques, vont en effet permettre de créer 7 500 emplois directs et 15 000 emplois indirects avec l'ouverture des usines d'ACC à Douvrin en mai 2023, d'AESC Envision à Douai en 2024 et de Verkor à Dunkerque en 2025. Le Taiswanais Prologium va également s'installer dans cette ville, en 2026, avec 2 250 emplois à la clé³. En aval, la filière de recyclage des batteries se développe aussi avec l'implantation du Canadien Li-Cycle à Harnes, en 2024, soutenue par Rev3 et qui prévoit la création de 60 emplois⁴. L'autre secteur pourvoyeur d'emplois dans la région est la décarbonation de l'industrie. Le constat est donc clair : les projets se multiplient avec de belles perspectives d'embauches, notamment dans le Dunkerquois⁵, mais de nombreux métiers industriels sont en tension, avec d'importantes difficultés de recrutement.

L'enjeu de la formation : une réponse au chômage et au défi de la transition énergétique

Malgré une importante vitalité économique, la région manque de main-d'œuvre qualifiée. Voilà toute la complexité du territoire : afficher un fort taux de chômage et, dans le même temps, manifester des besoins en recrutement importants. Dès lors, comment répondre à cette problématique ? Lors du think tank de juin 2022, Frédéric Motte, conseiller régional, président de la Mission Rev3, suggère de « prioriser les actions à impact et d'éviter de disperser des mesures avec une faible portée ». Nous l'avons vu précédemment, lors des réunions sur la notion d'Acceptabilité, les difficultés liées à la mobilité entravent l'accès à l'emploi ou à la formation. Mais cela n'explique pas tout et il y a un réel effort à réaliser autour de la communication sur ces nouvelles filières.

C'EST UN VRAI ENJEU DE COMMUNICATION : COMMENT BIEN CIBLER LES PUBLICS VISÉS, ET NOTAMMENT LES JEUNES, POUR LES AMENER À CE FORMER VERS CES NOUVEAUX MÉTIERS.

Rachida Guecioueur,
Conseillère technique à la Direction de l'Emploi
au Conseil régional

Rachida Guecioueur, conseillère technique à la Direction de l'Emploi au Conseil régional le résume d'ailleurs très bien : « *C'est un vrai enjeu de communication : comment bien cibler les publics visés, et notamment les jeunes, pour les amener à se former à ces nouveaux métiers ?* ». D'ores et déjà, les événements se multiplient, à l'instar de la Fabuleuse Factory. Pour Philippe Druon, Président de l'URCPIE des Hauts-de-France : « *L'appropriation citoyenne est nécessaire : on n'y*

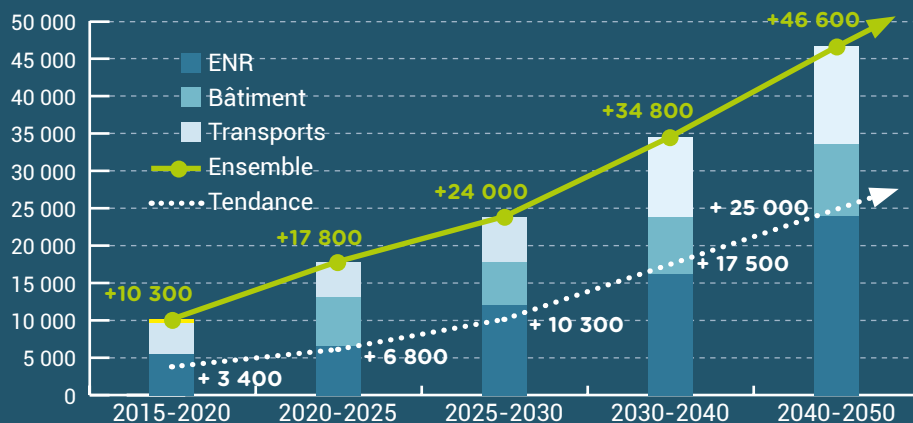
OLEUM DUNKERQUE

Les centres Oleum, présents au cœur des sites industriels TotalEnergies de Dunkerque et La Mède, offrent des programmes de formation technique adaptés aux enjeux et aux métiers de l'énergie, existants et nouveaux. Afin de développer des compétences dans les domaines de la maintenance, la sécurité, l'inspection et l'exploitation, ils délivrent des formations certifiantes et des contenus éligibles à l'apprentissage. Avec des formations en français et en anglais, Oleum s'adresse aux entreprises et aux écoles en France et à l'étranger.

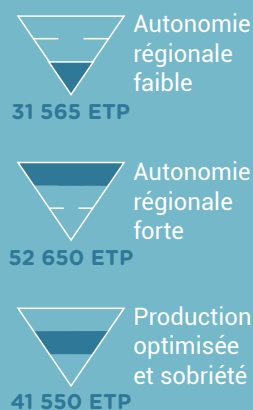
1. INSEE : Un marché du travail bien orienté en Hauts-de-France au 3^e trimestre 2022, 24/01/23 - 2. INSEE : Plus d'un demi-million de personnes proches du seuil de pauvreté, 13/04/21 - 3. La Voix du Nord : Dunkerque: ProLogium Technology bientôt au port avec plus de 2 000 emplois créés, 28/03/23 - 4. Région Hauts-de-France : Le Canadien Li-Cycle va implanter un site de recyclage de batteries lithium-ion dans les Hauts-de-France, 29/03/23 - 5. DKarbonation : Bâtir un Territoire leader de la décarbonation industrielle, 2022

RÉPONDRE AUX ENJEUX D'EMPLOI ET DE FORMATION

VARIATION DE L'EMPLOI RÉGIONAL ÉQUIVALENT À TEMPS PLEIN (ETP) PAR RAPPORT À 2015 - SCENARIO "AUTONOMIE RÉGIONALE FAIBLE"



VOLUME D'ETP EN 2050 DANS LES ÉNERGIES RENOUVELABLES SELON LES DIFFÉRENTS SCÉNARIIS



L'AUTOMOBILE, UN SECTEUR HISTORIQUE EN HAUTS-DE-FRANCE

Les Hauts-de-France : 1^{ère} région automobile française en termes de production de véhicules.



7 sites de construction



Plus de 56 000 salariés dans la filière

dont :



31% de la production nationale de véhicules, soit 700 000 voitures construites par an



40% de la production nationale de moteurs et de boîtes de vitesse

Source : ADEME

arrivera pas sans les habitants. Il faut rendre la transition désirable ». Organisée chaque année à Dunkerque et ouverte à tous, cet événement propose de faire découvrir la transformation de l'industrie du Dunkerquois en expliquant les nouveaux projets, les emplois à venir et les formations associées⁶. Autre action organisée par la région, la Semaine de l'Industrie, en novembre, avec de nombreuses manifestations qui se déroulent sur l'ensemble du territoire. Enfin, ce sont aussi les Écoles de production, ouvertes aux jeunes de 15 à 18 ans, comme celle de Grande-Synthe consacrée aux métiers de l'usinage, qui sont une autre porte d'entrée vers ces métiers en tension. ○

6. Communauté Urbaine de Dunkerque : « 6 500 visiteurs à la Fabuleuse Factory, pour découvrir l'industrie de demain et ses métiers », 19/09/22

CE QU'IL FAUT EN RETENIR

1 : Inventorier les besoins en compétences des entreprises pour les anticiper et mettre en place des actions communes afin d'attirer vers les métiers concernés et susciter des vocations.

Effectuer un travail de communication sur les nouvelles filières, spécifiquement tourné vers les jeunes : 2

3 : Organiser des événements autour de l'industrie, pour attirer le public, et permettre aux citoyens de pouvoir s'informer sur les nouveaux métiers, afin de créer des vocations, notamment chez les plus jeunes



ÉTUDE DE CAS

LES ÉCOLES DE PRODUCTION : UN RÉSEAU PERMETTANT DE FORMER DES JEUNES AUX MÉTIERS QUI RECRUTENT

GRANDE-SYNTHE 

Opération : Ouverture de l'École de Production Littoral Tech de Grande-Synthe
Ouverture : novembre 2022
Localisation : Grande-Synthe (59)
Partenaires : ArcelorMittal, Communauté Urbaine de Dunkerque, EDF, Fondation TotalEnergies

Trouvant leurs origines dès 1882, à Lyon, les écoles de production se sont développées, d'abord dans la région Rhône-Alpes dans les années 60, puis à l'échelle nationale à partir des années 2000. Reconnues par l'État en 2018, grâce à la loi "choisir son avenir professionnel" - article 25, elles se sont depuis démultipliées pour couvrir à présent 12 régions avec 56 écoles¹. Elles reposent sur un partenariat public/privé regroupant à la fois des régions et des entreprises.

Établissements privés d'enseignement technique et professionnel, elles préparent, en 2, 3 ou 4 ans, des jeunes à partir de 15 ans, à des diplômes enregistrés RNCP (CAP, Bac Pro) principalement dans des métiers en tension (automobile, industrie, métiers du bois, métiers du maraîchage, restauration). Elles contribuent également parfois à la relocalisation du savoir-faire made in France. Pour être au plus proche de la demande, les écoles ouvrent régulièrement de nouvelles filières comme celle dédiée à l'énergie solaire à Marseille créée en 2022.

Les élèves, accompagnés de leur enseignant "Maître-Professionnel", répondent à des commandes passées par des clients (sous-traitance d'entreprises) ou des particuliers. Ces structures ont des petites promotions (de 8 à 14 élèves) et les élèves bénéficient d'un accompagnement personnalisé. Les chiffres témoignent de la réussite de cette formation avec 100% des jeunes trouvant un emploi à la sortie de leurs études. Le réseau vise un objectif de 100 écoles en 2028².

Littoral Tech : une école de production visant à répondre aux besoins des industries du dunkerquois

L'École de Production de Grande-Synthe, Littoral Tech, a ouvert ses portes en novembre 2022. Elle propose des solutions pour répondre au besoin de main d'œuvre qualifiée avec des formations aux métiers de l'usinage (tourneur-fraiseur, monteur-régleur, opérateur sur machine conventionnelle ou à commande numérique)².

Elle compte aujourd'hui 8 élèves avec l'objectif de 12 inscriptions pour la rentrée prochaine. Comme l'explique sa directrice Fabienne Bouchart⁴ : « *les métiers de l'industrie sont méconnus par les jeunes et leurs familles alors qu'il existe de nombreuses opportunités d'emploi et d'évolution dans ce secteur en pleine mutation* ». Littoral Tech permet aux jeunes de pleinement maîtriser ces métiers, aussi bien sur des machines de pointe à commande numérique que sur des

machines conventionnelles, un savoir-faire très recherché par les industriels. ArcelorMittal y a d'ailleurs développé un atelier et EDF, comme la Fondation TotalEnergies, sont partenaires du projet.

La formation est d'ores et déjà un succès, puisque de nombreuses commandes ont été confiées par des entreprises dont ArcelorMittal, Sotech, Steel+, John Cockerill ou 3S-DK. En plus de l'excellente relation qu'entretient l'école avec les industries du Dunkerquois, les pouvoirs publics, et notamment la Communauté Urbaine de Dunkerque, se sont engagés pour que cette formation soit un succès. Sa présence sur les divers salons et événements du territoire (DK Job et d'autres salons) permettra de mieux faire connaître son modèle de formation et d'attirer de nouveaux jeunes et partenaires. ○

CE QU'IL FAUT RETENIR

1 : L'École de Production de Grande-Synthe répond à la demande des entreprises ne trouvant pas de main d'œuvre qualifiée sur le territoire.

Elles permettent de faire découvrir aux jeunes les métiers de l'industrie qui manquent d'attractivité. 2

3 : Elle offre la possibilité aux élèves d'acquérir un savoir-faire, des compétences, mais aussi une maturité et une confiance en soi.

1. Les Écoles de production : "École de production Littoral Tech"

2. Entretien réalisé avec Fabienne Bouchart le 05/05/23

GRAND TÉMOIN

« LA TRANSITION JUSTE EST AU CŒUR DE MA DÉLÉGATION À L'ÉGALITÉ DES CHANCES »

La préfète pour l'égalité des chances du Nord revient sur la priorité donnée à la transition juste, un objectif qui se décline dans toutes les politiques mises en place par l'État.



Virginie Lasserre

Préfète déléguée pour l'égalité des chances
auprès du Préfet de région
des Hauts-de-France, Préfet du nord

« La transition juste est au cœur de ma délégation à l'égalité des chances. Aujourd'hui, la santé, la transition écologique, l'emploi, l'éducation et les enjeux énergétiques sont autant de défis que l'État doit relever au quotidien sur les territoires et pour leurs habitants d'autant plus lorsqu'ils résident en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Les services de l'État accompagnent les demandeurs d'emploi à intégrer les nouvelles filières professionnelles qui se développent – comme en atteste le dynamisme des gigafactories dans le Nord –, rénovent les quartiers pour les adapter aux transitions et faire face aux enjeux climatiques, démographiques et écologiques, et actionnent tous les leviers au profit des habitants de ces quartiers grâce à un travail partenarial avec les collectivités, le monde économique et le tissu associatif pour créer une valeur sociale et économique qui profite à tous.

Depuis 20 ans, l'État œuvre à rétablir l'équité territoriale et l'égalité des chances au sein des quartiers qui rencontrent les fragilités urbaines et sociales les plus importantes, et donc contribue naturellement à une transition plus juste. »



PARTICIPANTS ET GRANDS TÉMOINS

TotalEnergies remercie vivement toutes les personnes qui ont apporté leur témoignage et leur éclairage sur les questions de transition énergétique en Pays de la Loire dans le cadre du cercle de réflexion *Territoires, des énergies et au-delà !* et de la réalisation de ce cahier régional.

Mathieu Barbaud

Directeur Rev3 et développement durable à la CCI Hauts-de-France

Didier Cousin

Vice-président de la CCIR HDF en charge de Rev3, Directeur Territorial Hauts-de-France, GRDF

Jean-Robert Deparros

Directeur du développement et contract manager de Transdev Hauts-de-France

Thierry Dereux

Référent FNE Hauts-de-France, administrateur au niveau national de FNE

Jules Diatta

GRT Gaz, Responsable Affaires publiques Hauts-de-France

Philippe Druon

Président de l'URCPIE des Hauts-de-France : Union Régionale des Centres Permanents d'Initiatives pour l'Environnement

Michel Fresiers

Ekium, Directeur régional Hauts-de-France

Cyrille Gaillard

Dunkerque Promotion, Chargé de mission

Damien Grosseau

TotalEnergies, Chef de projet

Rachida Guecioueur

Conseillère technique en charge du partenariat institutionnel Emploi - Formation à la mission Proch'emploi au Conseil Régional des Hauts-de-France

Éric Guérin

Président du Syndicat de l'Énergie de l'Oise – SE60

Franck Helias

Délégué général MEDEF Côte d'Opale

Bruno Lajara

Délégué général de l'Envol, Centre d'art et de transformation sociale

Virginie Lasserre

Préfète déléguée pour l'égalité des chances

Guillaume Lepers

Responsable Mobilité & Transports à l'Agence d'Urbanisme de l'Artois

Frédéric Marchand

Sénateur du Nord

Frédéric Motte

Conseiller régional délégué à la Transformation de l'économie régionale et Président de la mission Rev'3

Henri-Pierre Orsoni

Chargé de mission Euraénergie

Anne-Charlotte Richebé

Directrice des Relations extérieures au Cabinet du Président du Conseil départemental du Nord

Nolwenn Thépaut

Chargée de mission Service Innovations énergétiques REV3

Ce cahier régional est une publication de la Direction France de TotalEnergies

Tour Coupole, La Défense, 2 place Coupole Jean Millier, 92400 Courbevoie

Conception et coordination éditoriale

Xavier Bourat, Directeur régional Hauts-de-France, TotalEnergies

Conception et réalisation

Stan

© Crédits photographiques

Couverture : TotalEnergies, iStock - Pages 2, 9, 10, 13, 15, 17, 21, 26, 29 et 33 : iStock - Page 3 : maxmatinnews, TotalEnergies - Page 8 : Région Hauts-de-France - Page 14 : Frédéric Marchand - Page 16 : FNE - Pages 18, 22, 23, 25 : TotalEnergies - Page 24 : GRDF - Page 30 : Manon Yindou, Brazzic Communication - Page 32 : Virginie Lasserre

Ce document a été réalisé par un imprimeur éco-responsable et imprimé sur du papier 100 % PEFC (Programme européen des forêts certifiées)

Juillet 2023

TERRITOIRES DES ÉNERGIES ET AU-DELÀ!

UNE DÉMARCHE DE RÉFLEXION COLLECTIVE INITIÉE PAR **TotalEnergies**